union fédérale des syndicats de l'État

la cgt

Montreuil, le 22 janvier 2025

Monsieur Laurent Marcangeli,

Ministre de l'Action publique, de la Fonction publique

et de la simplification

Objet : Licenciements discriminatoires – Inspecteurs et Inspectrices élèves du travail

Monsieur le Ministre,

Nous vous interpellons sur un sujet qui, nous en sommes sûrs, va requérir toute votre attention. Le sujet est suffisamment grave pour que vous en mesuriez l'importance.

Les services du ministère du travail et de l'emploi ont mis brutalement fin à la formation de huit inspecteurs et inspectrices élèves du travail, dont cinq en situation de handicap, sans qu'ils et elles n'aient bénéficié de mesures d'accompagnement, ni même d'un accès à un service de prévention et de santé au travail. Le ministère du travail communique pourtant en page d'accueil de son site internet « Tous différents, tous compétents » ! Ce même ministère a signé une convention de près de 2 millions d'Euros avec le FIPHFP (Fond d'Insertion des Personnes Handicapées de la Fonction Publique) pour développer une politique pour l'insertion des personnes en situation de handicap. Où sont les mesures réelles et concrètes derrière cet affichage ? Comment expliquer que ces inspecteurs et inspectrices élèves du travail ne soient pas admis à poursuivre leur cursus, sans aucune réflexion autour d'un éventuel aménagement de leur futur poste ? Pour certains d'entre elles et eux, des éléments de leur notation, jugée insuffisante, sont en lien direct avec les pathologies dont ils ou elles souffrent !!

Comment, après les propos du chef de l'Etat au moment des jeux paralympiques, dans un pays qui se dit être celui des droits de l'Homme de tels faits peuvent ils se produire au XXIe siècle dans un ministère « social » ? Il est inconcevable que dans le Ministère en charge du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de telles discriminations puissent exister.

Nous vous demandons d'intervenir auprès de la Ministre du Travail et de l'emploi, en vue d'un réexamen urgent de la situation de ces collègues qui doivent pouvoir reprendre leur formation.

Christophe Delecourt
Secrétaire général de l'UFSE-CGT

Copie :

Madame Marine Neuville - Directrice du FIPHFP

Madame Françoise Descamps Crosnier - Présidente du FIPHFP